

Histoire de la France contemporaine

Du même auteur

Les « xx^e siècle » français.
La France et les Français de 1914 à nos jours
Paris, Ellipses, 2006

Le plus bel âge ? Jeunes et jeunesse en France
de l'aube des Trente Glorieuses à la guerre d'Algérie
Paris, Fayard, 2007

Jeunesse oblige.
Histoire des jeunes en France (xix^e-xxi^e siècle)
(en codirection avec Ivan Jablonka)
Paris, PUF, 2009

Sous l'œil de l'expert.
Les dossiers judiciaires de personnalité
(en codirection avec Jean-Claude Vimont)
Rouen, PURH, 2010

Hériter en politique.
Filiations, générations et transmissions politiques
(Allemagne, France et Italie, xix^e-xxi^e siècle),
(en codirection avec Arnaud Baubérot)
Paris, PUF, 2011

LUDIVINE BANTIGNY

La France
à l'heure du monde
De 1981 à nos jours

Histoire de la France contemporaine

10

ÉDITIONS DU SEUIL
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

Ce livre est publié dans la collection
L'UNIVERS HISTORIQUE

DIRECTION SCIENTIFIQUE : Johann Chapoutot

ISBN 978-2-02-104754-7

© Éditions du Seuil, novembre 2013.

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

L'histoire d'un temps vivant

« L'histoire ne naît pour une époque que quand elle est morte tout entière. Le domaine de l'histoire, c'est donc le passé. Le présent revient à la politique, et l'avenir appartient à Dieu. » Ainsi l'historien Jules Thiénot achevait-il son imposant et important *Rapport sur les études historiques en France*, en 1867. Pour qui entend écrire un ouvrage sur la période courant de 1981 à nos jours, la formule a de quoi troubler. Car l'époque dont on va faire ici l'histoire n'est pas morte ; c'est au contraire une matière vive et difficile à saisir. À rebours des catégories défendues par Thiénot voilà un siècle et demi, l'histoire du temps présent a aujourd'hui trouvé sa légitimité. Mais une telle certitude se paie au prix de l'inquiétude : cette période n'est en rien une cité engloutie, même si elle recèle déjà sa part d'oubli. Le récit que l'historien ou l'historienne en propose dépend de la façon dont il ou elle s'interpose. Du moins est-ce là l'histoire d'un temps vivant.

Chateaubriand évoquait « une certaine couleur de contemporanéité, vraie dans le moment qui s'écoule, fausse après le moment écoulé » ; la contemporanéité que ce volume doit affronter semble, de fait, glisser entre les doigts. Il y a, dans le constat que nous sommes des contemporains parce que le temps nous est commun, une affirmation et une injonction. Dans l'époque que nous partageons se rejoignent des traits dominants et des teintes plus pâles, des ombres légères et des contours assurés ; il y a sans doute une couleur majeure, mais

aussi d'autres tons selon les manières dont nous la vivons, ressentons et pensons. En somme, les contemporains ne sont pas toujours strictement contemporains puisque voisinent dans le temps qu'ils dessinent coexistences et concurrences, intérêts et indifférences. Dès lors se pose la question de ce qui fait époque, de la tension entre l'ancien et le nouveau, la tradition et ses transformations, l'actuel et le potentiel. On ne saurait considérer ce segment de temps comme une masse homogène, un bloc ou un roc : il a ses évidences mais aussi ses interstices, et son déroulement n'a pas la linéarité mécanique qu'on pourrait trop vite lui prêter.

LES FRONTIÈRES DE L'ÈRE PLANÉTAIRE

Paris, 1996 : Joe Berlin est un Américain installé dans la capitale et s'en est approprié les mœurs supposées. La première fois qu'on l'aperçoit, il débouche sur le pont des Arts, béret sur la tête et baguette sous le bras. Comment ne pas s'amuser du cliché que campe Woody Allen dans *Everyone Says I Love You*, figeant une image des Français qui aurait traversé le temps ? A l'aube du troisième millénaire, la France y apparaît toujours pétrie de sa tradition, dans l'assurance de faire référence et pourtant en retard sur l'horaire planétaire. Par-delà cet humour décapant mais finalement bienveillant, quel regard porter sur la France, quand le monde semble devenu le meilleur critère pour comprendre cette nouvelle ère ? Quelle pertinence à réfléchir encore en termes nationaux, alors que s'affaiblissent les frontières ?

La ligne d'horizon est désormais celle de la mondialisation. Est-elle si nouvelle ? Les géographes diront que c'est bien davantage une étape dans une évolution qui part des xv^e et xvi^e siècles – avec la rencontre économique de l'Atlantique et de l'océan Indien –, traverse le xix^e siècle du capitalisme triomphant pour aller jusqu'à notre propre présent. Pour d'autres cependant, anthropologues notamment, la « globalisation » serait une expérience inédite, pour le meilleur – les

rencontres de cultures qui se touchent et parfois se mêlent – et pour le pire – l'imposition d'une domination appauvrissante et dégradante. Avec l'extension des métissages, le tissage des réseaux, la suprématie des technologies, les communications et les interactions, un autre monde est né, où le réel jouxte le virtuel et se montre ouvert au temps planétaire.

Et cependant, les frontières demeurent des lignes de cli-vage, des signes de partage. Si les États ne sont pas, loin s'en faut, les seules instances de décision, ils conservent leurs monopoles et leur autorité. Et si l'État, au cœur du « néo-libéralisme », se démet de certaines prérogatives, il garde l'initiative, même pour organiser le marché.

LA MODERNITÉ : AVANCÉES, DÉTOURS ET ARRIÈRE-COURS

L'époque que ce livre étudie débute avec les années 1980. Or cette période paraît bien constituer, par rapport à celle qui l'a précédée, une réaction, dans tous les sens que ce terme revêt. En France et dans le monde, les « années 1968 » avaient été marquées par la contestation et la radicalité. Sur le plan social et politique, un « compromis » avait été trouvé entre le travail et le capital. Même si la « gloire » des « Trente Glorieuses » doit être relativisée, elle se fondait sur une progression continue du pouvoir d'achat et des dépenses sociales que l'État-Providence garantissait.

C'est ce qui change, et durablement, à compter des années 1980. Le « néolibéralisme » s'impose, avec ses progressions et ses accélérations, ses crises profondes aussi. Arc-bouté sur la puissance postulée des marchés, il engendre une modification des structures de production, un réagencement du rôle joué par l'État, le bouleversement du travail et de l'emploi, la mise en cause de certains droits. Le chômage de masse constitue une menace pointée sur les destinées de la majorité : car nul ne peut vraiment se sentir épargné, que ce soit par la peur de perdre son travail ou par la crainte de le voir régresser. Une concurrence exacerbée s'impose entre les individus,

entre les entreprises et entre les nations, valorisée ou au contraire redoutée. La loi de la performance trouve alors sa légitimation et parfois son obsession dans une division du travail elle-même mondiale. L'extension des précarités autorise à considérer qu'en cette pointe extrême de la modernité se loge aussi une régression : un retour en arrière vers ce XIX^e siècle où l'on vivait « au jour la journée ».

La sphère politique est contaminée par ces incertitudes qui laissent la période troublée. La fréquence des alternances n'empêche pas les continuités de l'emporter en réalité, par-delà les promesses de changement. L'Europe poursuit sa construction non sans cahots et suscite des interprétations antagoniques, entre sphère de prospérité et de paix ou cheval de Troie des marchés. Parallèlement, là où la politique paraît s'user, le politique comme engagement et comme conflictualité arbore, malgré les commentaires désabusés, une réelle vivacité. En dépit des discours répétés sur l'apothéose de l'individualisme, le collectif est fort loin d'avoir quitté la scène qui noue le social et le politique ; il n'est pas un théâtre d'ombres et des enjeux essentiels s'exposent sur ses tréteaux. Il est vrai en revanche que l'autonomie de l'individu est plus que jamais valorisée, au point de devenir une norme imposée où chacun se doit de jouer sa partie, isolé.

LA FIN DES FINS ?

En refermant la page des « années 1968 », cette époque nouvelle a paru amorcer le début de la fin : fin prétendue de l'histoire ou du moins de l'optimisme historique, fin du futur imaginé, fin présumée des idéologies, fin de l'État et même fin d'une planète en danger. Cette sorte de mélancolie très « fin-de-siècle » ne s'est toutefois pas arrêtée aux bornes du XX^e siècle et a allègrement ou désespérément empiété sur le XXI^e, sans se soucier des millésimes ni des calendriers. Ce règne des fins supposées s'articule au sentiment de crise, dont la singularité réside dans la durée et la complexité. Toute la

période est marquée par une faible croissance avec de timides reprises et des récessions – comme en 1992-1993 ou, plus profonde, à partir de 2008. Mais au-delà des cycles s'impose la régularité implacable du chômage massif qui aiguise la perception de la crise.

Une fois encore, l'époque n'a rien d'une entité à prendre en bloc ou à laisser. De prime abord, une périodisation peut être dessinée, clivée par une ligne qui traverse la décennie 1990. Dans la première phase, ouverte au début des années 1980, par exaltation ou résignation, le sentiment prédomine qu'il n'y a plus d'autre monde possible, qu'il faut s'en contenter voire s'en enthousiasmer, qu'il n'y a plus en tout cas à le refuser ; le temps est à la grâce du présent. Dans la seconde phase, les certitudes se craquellent, le libéralisme économique et parfois le système tout entier voient leurs adversaires se multiplier ; le présent n'est plus si évident. Dans les faits, le paysage est évidemment plus strié : les contestataires n'avaient pas tous baissé la garde au cours des années 1980 et, dans les années 2000, ces protestations restent diffuses, de surcroît sans alternative à une échelle massive. Il s'agit de tendances et non d'hégémonies garanties.

En dernière instance, la définition de la période tient peut-être dans son absence même de nom : elle n'a rien d'une Belle Époque, ni d'Années folles, ni d'entre-deux. Comme pour celles qui l'ont précédée, il faudra attendre encore pour la dénommer. Mais c'est en soi une propriété, même dans son creux et son non-lieu. On notera cependant qu'elle est souvent marquée par ses après : l'après 1981, 1989, 11 septembre 2001 ou 21 avril 2002.

Dans ce livre, le temps sera donc omniprésent : rien de plus banal en histoire, dira-t-on, à moins d'envisager que le temps lui-même soit un objet de cette histoire et non pas seulement une matrice ou un « plasma » comme l'appelait Marc Bloch. « À l'heure du monde », il y a lieu de comprendre qui donne l'heure, quand l'heure est grave ou ce que sont au contraire les heures creuses, les temps morts, les temps qui courent et les contretemps. Dans cette configuration, le

temps peut être vu comme un rapport de forces où se jouent les conflits, au travail et au quotidien. Ce temps est riche de virtualités et de possibles à ciel ouvert. Laissant à Jules Thiénot la liberté de juger que l'avenir appartient à Dieu, on prendra soin de considérer le futur, non en diseuse de bonne aventure mais à travers les manières dont les contemporains l'imaginent, le redoutent ou aspirent à cet avenir. Cette façon de concevoir le temps s'impose d'autant plus que l'époque est inachevée : son absence de clôture convie d'autant mieux aux retours vers le futur.

PREMIÈRE PARTIE

Politiques de crise
et crises du politique

Des roses et des épines

La gauche au pouvoir (1981-1986)

« Nous sommes au pouvoir pour trente ans si nous ne faisons pas de bêtises », avait lancé le gaulliste Alain Peyrefitte en septembre 1970. Le 10 mai 1981, l'élection de François Mitterrand vient conjurer la prophétie et prouver que l'alternance est possible dans la V^e République. C'est une nette victoire de surcroît, puisque le candidat de la gauche l'emporte avec 51,75 % des voix face à Valéry Giscard d'Estaing. Mais quelle est la signification de cette victoire : est-ce celle de la démocratie, du socialisme, de l'anticapitalisme ? Quel symbole l'emporte, de la rose ou du poing ? François Mitterrand assure : « Il n'y a qu'un vainqueur le 10 mai 1981, c'est l'espoir. » Ce faisant, il rassure celles et ceux du moins qui craignent qu'avec cette élection le rouge soit mis : il veut « convaincre » et non « vaincre ».

L'événement marque un triple avènement : celui de la gauche au pouvoir pour la première fois sous le régime conçu par le général de Gaulle ; celui d'un homme qui fut longtemps hostile à ses institutions et bâtit sa carrière sous la République précédente ; celui du Parti socialiste qui devient la première force politique du pays. Durant quelques semaines, la liesse et l'allégresse des uns s'opposent à l'angoisse des autres. Le temps est comme suspendu, pétri d'attentes et d'incertitudes. Par-delà le changement de président, va-t-on assister au renversement du régime voire du système ? En s'inscrivant dans l'histoire – il dit au soir du 10 mai mesurer « sa rigueur, sa grandeur » –, François Mitterrand prend la

charge du pouvoir en fanfare mais sans fracas et indique que son septennat ne sera ni la catastrophe que d'aucuns redoutaient, ni la révolution que d'autres espéraient. En ce mois de mai, la fête laisse croire en un temps des cerises, mais elle s'achèvera rapidement.

En devenant un parti de gouvernement, le PS refondé au congrès d'Épinay dix ans auparavant modifie sa culture politique et son rapport au temps. Pour la première fois, la gauche est au pouvoir pour longtemps. « Il faut laisser le temps au temps », aime à répéter François Mitterrand. Cependant, l'« état de grâce », comme l'appelle le nouveau président, s'effrite assez vite. Il faut revoir à cette aune l'histoire des « tournants » : l'année 1983 est-elle bien celle de la rupture, parce qu'elle affiche l'heure de la rigueur ? Cette évolution apparaît davantage comme une accélération que comme un revirement : le changement de politique s'installe en fait progressivement, au nom de la modernité, de l'Europe, du réalisme à adopter face à la concurrence du monde. Les mots en sont posés et assumés à partir de 1983, pour une « parenthèse » qui ne sera jamais vraiment refermée.

LES NOUVEAUX MAÎTRES DU TEMPS

Les grandes espérances

L'étonnant est peut-être dans l'étonnement précisément, qui saisit la France au soir du 10 mai 1981 ; même ceux qui souhaitaient la victoire de la gauche n'y croyaient pas. Cette gauche est divisée mais une telle division sert François Mitterrand : la faute en revient au Parti communiste, comme il ne manque pas de le rappeler. Lui-même a contribué à l'union de la gauche, rompue à l'initiative du PCF en septembre 1977. Cette gauche ne rassemble que 47 % des suffrages au premier tour le 26 avril, date à laquelle un bouleversement fracture la tradition des élections : non seulement le candidat du PS arrive largement devant celui du

PCF, Georges Marchais, mais il le dépasse dans une catégorie jusque-là acquise au Parti communiste, l'électorat ouvrier. C'est un désaveu pour le PCF, dont l'érosion électorale se transforme en chute accélérée. Le PS apparaît dès lors plus rassurant auprès des quelque 5 à 10 % d'électeurs centristes qui peuvent faire pencher la balance. La surprise provient des électeurs de Jacques Chirac qui, pour 16 % d'entre eux d'après les estimations, votent François Mitterrand. Valéry Giscard d'Estaing parle de « trahison », sans nommer pourtant le maire de Paris qui a appelé du bout des lèvres seulement à voter pour le président sortant. D'après les calculs menés au vif de l'événement, sans ce report contre-nature, Giscard aurait été élu. Mais François Mitterrand proclame qu'enfin la majorité électorale du pays épouse sa majorité sociale : 72 % des ouvriers et 62 % des employés ont voté pour lui.

L'explosion de joie qui saisit les hommes et les femmes de gauche, au soir du 10 mai, s'impose telle une libération soudaine. Comme si la Bastille n'était plus à prendre, des dizaines de milliers de personnes – jusqu'à 200 000 peut-être – y convergent, mêlant *La Marseillaise* à *L'Internationale*, les drapeaux tricolores aux drapeaux rouges. Un groupe de Chiliens scande : « Le peuple uni ne sera jamais vaincu ! » Des militantes du Mouvement de libération des femmes (MLF) disent leur espoir. « Ce soir les gays sont gais », y entend-on aussi. Quelques notes viennent de Mai-Juin 1968 : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat. » À Grenoble, la municipalité d'Hubert Dubedout organise un gigantesque buffet gratuit. À Rennes se forme une farandole géante qui danse sa réjouissance. À Lille, devant une foule heureuse, l'ancien maire socialiste Augustin Laurent proclame que la République est rendue au peuple. La fête est sans pareille.

L'heure, toute lumineuse qu'elle paraît pour celles et ceux qui espèrent en Mitterrand, se révèle lugubre pour les perdants. Un journaliste du *Figaro* ne cache pas son désarroi : « Depuis ce matin, écrit Antoine-Pierre Mariano, tous ceux qui ont la rage de gagner et d'entreprendre ont les jambes coupées. » Le 11 mai, la Bourse de Paris vit une

folle journée : les actions ne peuvent être cotées en raison du nombre extraordinaire d'ordres de vente. Sur les principales places boursières, le cours du franc diminue fortement. À Washington, l'administration Reagan craint l'effet de contagion « socialo-communiste ». D'autres cependant se veulent rassurants. C'est le cas de l'éditorialiste Louis Pauwels qui, dans *Le Figaro Magazine*, fait cette prédiction : François Mitterrand a changé de nature en changeant de fonction ; le président de la République déjugera vite le candidat socialiste. La prévision a de quoi troubler mais elle n'affecte pas, en cette heure, celles et ceux pour qui son élection scelle le destin d'un pouvoir honni, voire la chute de l'ancien régime. Il y a donc là aussi une fête de la défaite, celle d'une droite aux affaires depuis trop longtemps. Le 21 mai, lors de l'investiture de François Mitterrand, on chante encore sous la pluie. Le tout nouveau Premier ministre, Pierre Mauroy, reprend un cri venu du Front populaire : « Vive la vie ! » C'est un mai sans pavés. En ce jour de prise de fonction, la foule porte François Mitterrand jusqu'au seuil du Panthéon, mais elle l'y laisse seul. « La rue » est dans la rue, mais le pouvoir n'y est déjà plus. Le nouveau président paraît ouvrir les portes de l'histoire, en déposant une rose sur les tombes de Victor Schœlcher qui a aboli l'esclavage en 1848, de Jean Jaurès dont il entend être un successeur et de Jean Moulin en qui il salue la Résistance. Le journal *Libération* ironise : « Mitterrand (déjà) au Panthéon. » Mais « le réel » l'attend.

François Mitterrand en prince-président

Avant de devenir l'incarnation de la gauche au pouvoir, François Mitterrand a dû passer plusieurs années à prouver qu'il était, précisément, un homme de gauche. Ses engagements de jeunesse, dans les années 1930, l'ont porté vers la droite extrême et xénophobe. Après s'être évadé d'un camp de prisonniers en Allemagne durant la guerre, en décembre 1941, c'est vers Vichy qu'il se tourne, en y occupant un poste dans le commissariat aux Prisonniers de guerre et en recevant la

francisque des mains du maréchal Pétain en décembre 1943. Mais c'est aussi en 1943 qu'il se lance dans la Résistance, au sein du Rassemblement national des prisonniers de guerre. Après la Libération, il refuse de rejoindre les grandes formations de la gauche et leur préfère de petites organisations, centristes comme l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR), ou plus à gauche comme la Convention des institutions républicaines (CIR) dont il prend la direction en 1964. Candidat de la gauche à l'élection présidentielle de 1965 contre le général de Gaulle, qu'il a la gloire de mettre en ballottage, il n'adhère au Parti socialiste en juin 1971, au congrès d'Épinay, que pour en être élu Premier secrétaire. Georges Pompidou le croque alors en « intelligent calculateur », machiavélien « apparenté aux Borgia » – François Mitterrand est souvent appelé « le Florentin », et ce depuis des années. « Ce qui m'étonne, note Georges Pompidou non sans ironie, c'est la voie choisie, je veux dire la voie socialiste alors qu'il suffit de le voir pour se rendre compte qu'il n'est pas socialiste. » Comme ont pu le montrer Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, François Mitterrand n'est pas un homme de doctrine. Contrairement au PS des années 1970 qui puise encore ses convictions théoriques dans le marxisme, il n'a rien à voir avec cette culture politique – en 2008, François Hollande rappellera qu'il n'avait probablement pas « lu la première ligne du *Capital* ». Son opposition morale est tournée vers « l'argent », dans une indignation qui relève plutôt de ses origines catholiques. Certes, il prend la direction du PS en affichant sa détermination à lutter contre le capitalisme. Mais il s'agit aussi de conquérir le parti par sa gauche pour obtenir la majorité lors des congrès. La tendance de François Mitterrand est plutôt à la lutte contre les « monopoles » et le « libéralisme », ainsi qu'il l'a lui-même écrit dans son livre paru en 1978, *L'Abeille et l'Architecte* : « Tout homme à l'esprit libre devrait s'écrier devant les châteaux forts bâtis aux carrefours de la production et des échanges : "Le libéralisme, voilà l'ennemi !" »

Le nouveau président de la V^e République s'était longtemps

distingué par son opposition à ses institutions. Mais, comme Michel Winock l'a relevé non sans malice, le pamphlet anti-gaulliste de 1964, *Le Coup d'État permanent*, ne se trouve plus en librairie. François Mitterrand a mené une bonne partie de sa carrière sous le régime précédent. À bientôt 65 ans, cette carrière, commencée comme député de la Nièvre en 1946, est déjà longue – ce qui lui avait valu d'être brocardé en « homme du passé » par Valéry Giscard d'Estaing en 1974. Beaucoup n'ont pas oublié le rôle qu'il a joué pendant la guerre d'Algérie, comme ministre de l'Intérieur puis garde des Sceaux, attaché à l'Algérie française et impitoyable envers les combattants de l'indépendance – il refusa systématiquement sa grâce aux Algériens condamnés à mort. Nombre de militants n'ont pas davantage oublié qu'en 1968, François Mitterrand traitait les étudiants mobilisés de « zozos ». Sa carrière avait bien failli mourir là, lorsqu'il était apparu manœuvrier et impatient en annonçant qu'il était candidat au pouvoir quand le poste n'était pas vacant.

Pourtant, en 1981, Charles de Gaulle semble désormais le modèle du nouveau président. Loin de la lutte des classes, François Mitterrand plaide pour le rassemblement national. Lui fait-on grief de faire entrer des communistes dans son gouvernement ? Il rappelle que de Gaulle l'avait fait en 1944-1945. D'aucuns manifestent-ils leur hantise des nationalisations ? Il renvoie à ce même après-guerre où les nationalisations s'étaient succédé sans mettre en péril le système économique et avaient même constitué une condition de sa relance. L'ancien adversaire du Général emprunte jusqu'à son style : il affiche comme lui son « amour physique de la France », son attirance charnelle pour ses paysages et ses terroirs. La petite église de Sermages et la sérénité de ce village sur les affiches de la campagne en ont forgé l'image : la « force tranquille » invite à rassurer et à récuser la conflictualité.

Comme de Gaulle, François Mitterrand se veut maître du jeu et maître du temps. En faisant entrer quatre ministres communistes au gouvernement quand il n'y est nullement

